

## **LA COMMISSION DÉCIDE DE TENIR UNE SÉANCE SPÉCIALE SUR LA SITUATION RÉSULTANT DE L'ASSASSINAT DU CHEIKH YASSINE**

### **La poursuite du débat général fournit l'occasion de souligner le lien entre éradication de la pauvreté, paix et réalisation du droit au développement**

La Commission des droits de l'homme a décidé, cet après-midi, par 34 voix contre trois, avec 14 abstentions, de tenir de toute urgence une séance spéciale de la Commission afin d'examiner la situation dans le territoire palestinien occupé résultant de l'assassinat, hier matin, du cheikh Ahmad Yassine. Cette séance spéciale, demandée par le Pakistan au nom de l'Organisation de la Conférence islamique, se tiendra demain matin, de 10 heures à 13 heures. De nombreux membres de la Commission, ainsi que les représentants d'Israël et de la Palestine, se sont exprimés sur ce texte.

/...

Décision sur la tenue d'une séance spéciale sur la situation dans le territoire palestinien occupé résultant de l'assassinat du cheikh Yassine

Par 34 voix pour, trois contre et avec 14 abstentions, la Commission a adopté une décision (E/CN.4/2004/L.3) par laquelle elle décide de tenir, de toute urgence, une séance spéciale afin d'examiner la situation dans le territoire palestinien occupé résultant de l'assassinat du cheikh Ahmad Yassine dans la matinée du 22 mars 2004.

Ont voté pour (34) : Argentine, Arménie, Afrique du Sud, Arabie saoudite, Bahreïn, Bhoutan, Brésil, Burkina Faso, Chili, Chine, Congo, Costa Rica, Cuba, Égypte, Éthiopie, Fédération de Russie, Guatemala, Inde, Indonésie, Mauritanie, Mexique, Népal, Nigéria, Ouganda, Pakistan, Paraguay, Pérou, Qatar, République dominicaine, Soudan, Sri Lanka, Swaziland, Togo et Zimbabwe.

Ont voté contre (3): Australie, Érythrée et États Unis.

Abstentions (14): Autriche, Croatie, France, Allemagne, Honduras, Hongrie, Irlande, Italie, Japon, République de Corée, Royaume-Uni, Pays-Bas, Suède et Ukraine.  
Examen du projet de décision concernant la tenue d'une séance spéciale sur la situation dans le territoire palestinien occupé résultant de l'assassinat du cheikh Yassine

M. SHAUKAT UMER (Pakistan) a présenté, au nom des pays l'Organisation de la Conférence islamique (OCI), le projet de décision L.3 demandant la tenue d'une séance spéciale de la Commission afin d'examiner la situation dans le territoire palestinien occupé résultant de l'assassinat, hier matin, du cheikh Ahmad Yassine. Il a exprimé son indignation face à l'assassinat du cheikh Ahmad Yassine, acte de violence visant une cible non militaire. Il a condamné sans réserve cette violation grave du droit humanitaire qui a fait l'objet de nombreuses condamnations à travers le monde. L'assassinat du cheikh Yassine s'ajoute à une longue liste d'assassinats qui mettent gravement en péril la paix dans cette région. Il a souhaité que la Commission apporte son soutien à la demande de

l'OCI de tenir de toute urgence une séance spéciale afin d'examiner la situation dans le territoire palestinien occupé résultant de l'assassinat du cheikh Yassin hier matin.

MME NAÉLA GABR (Égypte) intervenant avant le vote a rappelé que son pays avait été le premier État arabe à avoir choisi la voie de la paix dans ce conflit, choix stratégique en faveur d'une cohabitation harmonieuse entre Palestiniens et Israéliens. Il convient donc de condamner l'assassinat du cheikh Yassine, qui ne vise pas seulement un vieillard handicapé, mais sape également le processus de paix et l'espoir lui-même. Il s'agit d'une violation dangereuse des droits de l'homme; la Commission doit donc accéder à la demande qui lui est présentée de tenir une séance spéciale.

M. HAMATU MUKHTAR (Soudan) a souligné que l'assassinat est un acte gravissime. Il est inquiétant de voir avec quelle fierté les autorités israéliennes se sont vantées de l'assassinat du cheikh Yassine. Cet assassinat est un acte illégal et la Commission doit assumer sa responsabilité, face à l'histoire, en condamnant cet acte.

M. RODOLFO REYES RODRÍGUEZ (Cuba) a exprimé son indignation suite à l'assassinat brutal du cheikh Yassine, qu'il a qualifié de crime lâche. Israël tente de faire taire la voix des Palestiniens et de ses dirigeants par des assassinats ciblés, en violation des Conventions de Genève et du droit international, a-t-il souligné. Cuba appuie la tenue d'une séance spéciale et considère que la Commission est une instance appropriée pour examiner les conséquences de cet acte.

M. MOHAMED ABDULLA AL-DUHAIMI (Qatar) a indiqué que sa délégation appuie la tenue d'une séance spéciale. L'assassinat du cheikh Yassine a été organisé par les autorités israéliennes, en violation flagrante du droit humanitaire international, a-t-il rappelé.

M. ABDULWAHAB ABDULSALAM ATTAR (Arabie saoudite) a déclaré que son pays dénonçait l'incident gravissime, contraire aux principes des droits de l'homme, que constitue l'assassinat du cheikh Yassine. Cet assassinat, condamné par tous, est la preuve qu'Israël n'écoute pas les appels à la paix, alors que des contacts ont été pris pour une résolution pacifique du conflit. Tous les chefs d'États ont condamné cette attaque qui est une violation du droit international humanitaire, a insisté le représentant saoudien, estimant que, dans ces circonstances, le monde doit entendre la voix de la Commission.

M. RICHARD S. WILLIAMSON (États-Unis) a affirmé qu'il ne fait aucun doute qu'Israël a droit à la légitime défense. Les États-Unis sont néanmoins perturbés par les événements qui se sont déroulés hier. Les États-Unis n'en restent pas moins opposés au projet de décision présenté par l'OCI car ce texte, outre qu'il cherche à détourner la Commission de son ordre du jour, constitue une politisation de ses travaux qui porterait atteinte à la crédibilité de cet organe. Ce texte relève d'une posture politique qui ne contribuera en rien au processus de paix au Moyen-Orient, a estimé le représentant des États-Unis.

M. EDDI HARIYADHI (Indonésie) a réprouvé énergiquement l'assassinat du cheikh Yassine. Cet acte constitue une violation du droit international et ne peut qu'engendrer de nouveaux incidents graves en provoquant l'escalade de la violence, a-t-il affirmé. Il a estimé que cet assassinat mérite une réaction ferme de la part de la Commission.

M. SAEED MOHAMED AL-FAIHANI (Bahreïn) a déploré l'assassinat d'un homme âgé, aveugle et handicapé - cheikh Yassine - et condamné ce crime ignoble commis par Israël. La préméditation de ce crime rappelle qu'Israël ne respecte pas le droit à la vie ni le droit international. Cet acte va détériorer la situation tendue au Moyen-Orient. Bahreïn appuie la proposition de l'OCI visant à tenir une séance spéciale de la Commission.

M. SHA ZUKANG (Chine) a noté les ressemblances frappantes avec la situation d'il y a deux ans où, déjà, les États-Unis estimaient que la Commission n'était pas le lieu idoine pour discuter de la situation grave au Moyen-Orient. Le Moyen-Orient continue de vivre au quotidien les effusions de sang et la tension qui règne a encore été aggravée par l'assassinat de cheikh Yassine. Jugeant qu'il est encore plus urgent de tenir une session spéciale qu'il y a deux ans, le représentant chinois a indiqué que son pays appuyait le projet de décision présenté par le Pakistan au nom de l'OCI.

M. ROGER JULIEN MENGA (Congo, au nom du Groupe africain) a indiqué que le Groupe africain était vivement préoccupé par les répercussions que l'assassinat odieux de cheikh Yassine aurait sur la suite des événements au Proche-Orient. Le Groupe africain soutient donc pleinement le projet de décision

M. MOHAMED SALECK OULD MOHAMED LEMINE (Mauritanie) a indiqué que son pays se joignait à l'appel lancé par le Pakistan au nom des pays islamiques. L'assassinat de cheikh Yassine est un acte gravissime et il faut que la Commission accepte la demande de tenue d'une séance spéciale présentée par le Pakistan, a-t-il affirmé.

M. YAAKOV LEVY (Israël) intervenant en tant que partie concernée, a déclaré que si la Commission se prononçait en faveur de ce projet de décision, ce serait la première fois dans l'histoire des Nations Unies qu'une séance serait dédiée au soutien et à la glorification d'un des principaux dirigeants d'une organisation terroriste. Le représentant israélien a affirmé que chaque homme doué de conscience, chaque observateur objectif des débats de cette Commission, ne pourrait être que dégoûté par le fait qu'un organe des Nations Unies chargé de promouvoir les droits de l'homme soutienne ainsi les méfaits commis par le Hamas sous la direction du cheikh Yassine. Le cheikh Yassine avait fondé le Hamas et dirigé cette organisation terroriste radicale qui a joué un rôle central dans le développement du terrorisme mondial, a rappelé le représentant d'Israël. Il a exhorté les membres de la Commission à voter contre la tenue d'une séance extraordinaire qui ne ferait que fournir une occasion de détourner les règles établies, de lancer des accusations sauvages et de prononcer des discours infamants. Ne laissez pas votre voix porter atteinte à la crédibilité de la Commission des droits de l'homme, a déclaré le représentant israélien à l'attention des membres de la Commission.

M. NABIL RAMLAWI (Palestine) intervenant en tant que partie concernée, a rappelé que le crime odieux commis hier, qui constitue une violation flagrante des droits de l'homme, n'est pas le premier commis par Israël, pays condamné depuis plus de 35 ans pour les violations graves des droits de l'homme qu'il commet dans les territoires occupés. Israël ne respecte pas les résolutions internationales et bafoue la communauté internationale depuis toujours, a rappelé le représentant palestinien. Ce qui est visé par le texte du présent projet de décision, c'est le crime odieux commis par l'État d'Israël et son intention affirmée de poursuivre sa politique d'élimination des dirigeants palestiniens, a-t-il souligné. C'est bien cette politique délibérée d'élimination des Palestiniens qui est visée aujourd'hui; voilà où réside le lien avec les travaux de cette Commission, qui se fonde sur le droit international humanitaire et exprime la conscience de l'humanité, a-t-il insisté.

MME MARY WHELAN (Irlande, au nom des États de l'Union européenne membres de la Commission) a déclaré que le Conseil de l'Union européenne avait, hier, condamné cet assassinat extrajudiciaire - pratique à laquelle l'Union est opposée en toute circonstance. L'Union a aussi condamné par le passé les attentats commis par le Hamas visant les civils israéliens, a-t-elle rappelé. Israël peut certes se défendre, mais pas en procédant à des assassinats extrajudiciaires, a insisté la représentante irlandaise. Elle a rappelé que le point 8 de l'ordre du jour de la Commission consacré à la question de la violation des droits de l'homme dans les territoires arabes occupés, y compris la Palestine) permet de discuter pleinement de ce genre de questions. L'Union européenne rappelle d'autre part que la question des assassinats extrajudiciaires est discutée depuis longtemps par la Commission. L'Union européenne s'abstiendra donc lors du vote sur le projet de décision L.3, a-t-elle indiqué.

M. AMARE TEKLE (Érythrée) a souligné que son pays était opposé aux assassinats utilisés comme instrument politique. Mais puisque cette question sera abordé lors de l'examen à venir de deux points de l'ordre du jour, l'Érythrée votera contre le projet de décision L.3, qui ne fait qu'alourdir un programme déjà chargé. Expliquant son vote après le vote, M. VLADIMIR PARSHIKOV (Fédération de Russie) a souligné que son pays avait voté en faveur de la tenue d'une séance spéciale pour examiner le situation au Moyen-Orient, qui s'est particulièrement aggravée après l'assassinat du cheikh Yassine.

M. HARDEEP SINGH PURI (Inde) s'est pour sa part dit effaré par l'assassinat du dirigeant spirituel du Hamas. Cette action va exacerber la spirale de la violence dans la région. L'Inde a appuyé la cause de la Palestine depuis son indépendance en 1947 car le peuple palestinien mérite l'appui de la communauté internationale pour la réalisation de son droit à l'autodétermination. Il incombe aux États de défendre le droit international et c'est pourquoi nous sommes consternés par les événements d'hier, a déclaré le représentant de l'Inde.

\* \* \* \* \*